

Olivier Chastel : « Je ne serai pas tête de liste »

Le président du MR veut mettre son dauphin, Cyprien Devillers, en avant pour les communales

Le président du Mouvement réformateur ne tourne pas le dos à Charleroi. Il conserve un rôle important de relais auprès de différents niveaux de pouvoir pour toute une série de dossiers, chose qui lui tient terriblement à cœur. Mais s'il sera toujours candidat aux prochaines élections, il n'y mènera plus la liste, préférant mettre en avant la nouvelle génération. Confidences...

➔ **M. Chastel, avec l'éviction du PS et l'arrivée du MR au sein du gouvernement wallon, votre fonction de porte-voix des préoccupations carolos aux étages supérieurs est plus importante que jamais !**

Jusqu'à présent, je m'occupais de relayer les inquiétudes ou les dossiers de Charleroi auprès du Fédéral. Mais cette fonction s'est amplifiée, en effet. Dès la rentrée, avec Cyprien Devillers, nous sommes allés voir tous les ministres MR ayant de nouvelles compétences en lien direct avec Charleroi et ses environs. Je ne le faisais pas avec ma casquette de président du MR et je ne veux pas sombrer dans le sous-régionalisme. Mais c'est normal qu'un responsable politique local puisse sensibiliser chacun au développement de sa région. Et, surtout, je suis convaincu de la qualité des idées carolos. Dans cette optique, je rends hommage au boulot du comité de développement stratégique qui regroupe patrons, syndicats et politiques du coin, avec aussi l'expertise d'IGRETEC ou de Sambrinvest en soutien. Il est devenu un véritable outil de coordination avec des projets intelligents et bien ficelés.

➔ **Pouvez-vous donner**

« Mon rôle de relais s'est amplifié avec le

changement de majorité à la Région »

quelques exemples concrets ?

Ce lundi matin, j'avais demandé à ce que le ministre Jeholet en charge de l'Économie, de l'Emploi et de la Formation vienne devant le bureau du comité de développement stratégique. Pendant deux heures, nous avons pu lui expliquer toute une série de cas précis. Par rapport au site de Caterpillar proprement dit par exemple, une cellule de sécurisation des lieux, de maintien et d'entretien de l'outil, de réfection des voiries... est en train de se mettre en place en concertation avec IGRETEC. Le but est de préparer l'endroit pour un éventuel repreneur. Et nous avons deman-

dé 37 millions à la Région, dans le cadre du plan SOWAFINAL 3 qui s'occupe entre autres de l'aména-

gement et de l'équipement de zones d'activités prioritaires.

➔ **Avez-vous évoqué d'autres dossiers ?**

La reconversion de la porte Ouest. Nous avons ainsi confirmé au ministre la volonté unanime de garder un témoin du passé industriel de Charleroi, via le haut fourneau 4. Nous désirons le racheter à Carsid, le sécuriser et le mettre en valeur avec de l'éclairage. Nous avons choisi l'option la moins onéreuse, qui n'inclut pas de visite touristique du haut fourneau proprement dit. Pour le reste du site, un permis a été octroyé au propriétaire pour démanteler une partie des bâtiments, celui-ci revendant ensuite la ferraille. Tout l'enjeu est dans la foulée de devenir propriétaire des lieux, de les assainir alors qu'ils sont sans doute les plus pollués de la région, etc. Tout cela coûtera très cher et fait partie d'une autre demande dans le

cadre de SOWAFINAL 3 avec des sommes bien plus importantes. Mais nous avons aussi discuté du fameux centre de protonthérapie (NDLR : une technique novatrice de lutte contre le cancer) à côté de l'hôpital Marie Curie. Dans le

cadre de celui-ci, notre rôle de relais est double.

➔ **C'est-à-dire ?**

Deux projets existent en Belgique, à Leuven et Charleroi. Certains prétendent qu'un seul centre suffirait alors que, selon d'autres, ce dernier serait submergé d'ici quatre à cinq ans. Nous devons convaincre le Fédéral de ne pas mettre en place des conditions qui rendraient le projet carolo impossible. Par ailleurs, si le financement d'une bonne partie a déjà été trouvé, il reste sept millions de complément à dégager pour le bâtiment en lui-même...

➔ **On vous sent passionné par ces dossiers carolos. Et pourtant, en vue des prochaines élections, vous ne serez plus la tête de liste.**

Ma décision est prise, je ne le serai plus jamais aux communales. On a beaucoup parlé de cumul ces derniers temps : j'ai toujours été favorable à ce qu'un parlementaire ne puisse pas être membre d'un exécutif d'une ville de plus de 50.000 habitants. Règle en vigueur au Parlement européen d'ailleurs. À partir de là, il est assez logique que je m'impose ce choix à moi-même. Par ailleurs, quand j'ai arrêté ma fonction ministérielle en 2014, j'aurais pu reprendre un poste d'échevin. J'ai

« Je ne voulais pas leurrer l'électeur en lui faisant croire que j'allais prendre tel ou tel poste »

préféré faire confiance à l'équipe en place qui effectuait du bon boulot, sans la déstabiliser. Ma décision actuelle s'inscrit donc dans une forme de continuité et de cohérence : je n'ai pas repris ma fonction en 2014 et je ne veux pas leurrer les gens en faisant croire que je pourrais redevenir échevin cette fois. Non !

➔ **Serez-vous quand même sur cette liste ?**

Oui, je briguerai encore

une place au sein du conseil communal, mais sans doute en dernière position. Il s'agira de ma sixième élection communale, la première remontant à environ 30 ans. Et pour moi, un responsable politique doit avoir cette capacité de mettre en avant de nouvelles générations. La tête de liste sera donc Cyprien Devillers et Ornella Cencig sera en deuxième place.

➔ **L'échevin de la Propreté a pourtant reçu son lot de critiques ces derniers temps.**

Je n'enlève rien à ses responsabilités, mais j'analyse aussi la capacité du collège de comprendre ce qu'il fallait réformer. Des décisions importantes étaient à prendre et on s'oriente d'ailleurs vers une externalisation de ce service, dans le centre-ville au moins.

➔ **Vous mettez un frein à vos ambitions personnelles communales. Et dire que certains avaient vu un futur bourgmestre en vous, au temps des affaires...**

À ce moment-là, j'aurais accepté le poste. Mais les partenaires de la majorité l'ont proposé à Jean-Jacques Viseur, un décret étant même voté au parlement pour permettre cela... À partir de là, le cours de l'Histoire a fait que je suis devenu ministre, etc. Mais comme déjà évoqué, je suis toujours resté fort attentif à Charleroi et sa région. Et je le demeure aujourd'hui encore! ●